



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 26, NUMERO 1, JANVIER 2004

Inter Pares en Amérique latine Appuyer la paix, promouvoir la justice

Nous remontons le Rio Atrato, de Quibdó à Vigía del Fuerte, longeant la frontière qui sépare la Colombie de Panama. La pluie martèle l'embarcation, malmenant la bâche de plastique qui d'habitude nous protège des ardeurs du soleil mais qui est maintenant inutile face aux rafales d'eau qui s'abattent durant la traversée. Le fleuve est large; son eau brune. Il est cerné par une jungle épaisse qui s'éclaircit de temps à autre pour laisser place à des villages de bois et de chaume qui s'accrochent aux berges.

Nous faisons le voyage avec les membres d'une association qui représente les habitant(e)s de ces villages en quête de paix et de protection contre la terrible violence de la guerre qui ravage la Colombie. Nous offrons une partie de cette protection qu'ils recherchent et nous sommes partie prenante à leurs efforts visant à rétablir la paix et à introduire dans la société les changements nécessaires à son maintien, à savoir la restauration de la loi et la garantie des moyens de subsistance.

Nous sommes étonné(e)s de constater combien les gens que nous rencontrons ressemblent au fleuve sur les berges duquel ils demeurent. L'eau a beau couler vers la mer, le fleuve est toujours là. Des événements souvent tragiques, voire mortels, traversent la vie de ces gens, mais ils restent là. Leurs communautés s'accrochent et perdurent, partie intégrante de la luxuriante nature qui les entoure. C'est justement ce lieu et la place qu'ils y occupent que les habitant(e)s de la forêt tropicale de Chocó veulent défendre.

La vie d'une personne se définit par le lieu qu'elle occupe, son passé, son présent et son avenir. À l'instar des habitant(e)s de Chocó et d'autres régions de Colombie où Inter Pares est active, les peuples de l'Amérique latine s'attellent courageusement à se réapproprier leur vie, leur communauté, leur identité pour édifier un univers de paix et de justice à partir d'une histoire de trahisons et de violence. C'est une entreprise herculéenne si l'on considère la faiblesse et la corruption des États et l'abandon de la communauté internationale.

Inter Pares a accompagné de près des communautés et leurs organisations durant une bonne partie de l'époque tumultueuse qu'a connue l'Amérique latine. Les liens forgés sont solides et vivaces; ils contribuent à renforcer l'action collective pour promouvoir la paix et la justice en faveur de populations qui n'ont connu ni l'une ni l'autre depuis des générations.

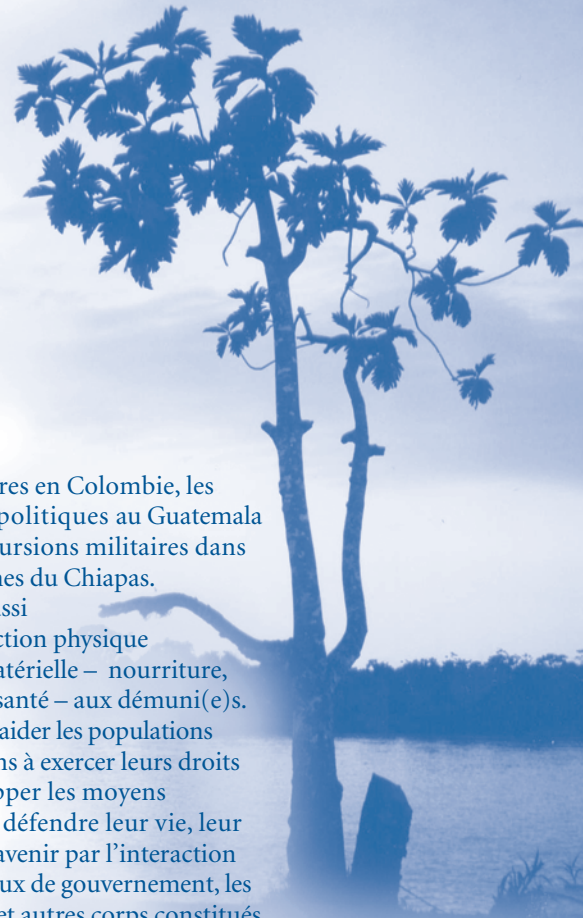
Cela se traduit par un soutien infaillible à l'action de ceux et celles qui militent pour des solutions durables à des problèmes aussi vieux que l'exploitation de l'empire et qui se perpétuent dans

les derniers massacres en Colombie, les récents assassinats politiques au Guatemala ou les nouvelles incursions militaires dans les zones autochtones du Chiapas.

Cela signifie aussi apporter une protection physique et une assistance matérielle – nourriture, logement, soins de santé – aux démunis(e)s. Cela signifie encore aider les populations et leurs organisations à exercer leurs droits citoyens, et développer les moyens leur permettant de défendre leur vie, leur communauté, leur avenir par l'interaction avec plusieurs niveaux de gouvernement, les instances étatiques et autres corps constitués comme l'armée et la police. Cela signifie enfin appuyer les efforts de ceux et celles qui veulent prendre part au processus de négociation politique pour en finir avec la violence organisée, instaurer une trêve et jeter les assises d'une paix durable.

La paix ne se résume pas à la cessation des combats et de la violence organisée. La paix se réalise par une action positive. Si une paix durable ne peut s'installer qu'avec l'arrêt des hostilités, celle-ci ne peut s'enraciner que si les causes et les effets des conflits sont réglés et que si l'on construit les fondations de la coexistence humaine et de l'autodétermination commune. La paix doit permettre aux populations de reprendre en main les rênes de leur existence, de retrouver des moyens de subsistance, de réaffirmer leur identité dans un lieu qui est le leur, de vivre en toute sécurité et de rêver, enfin, comme les enfants, d'imaginer que les rêves peuvent se réaliser et y puiser la force de créer un nouvel avenir.

À la lecture de ce *Bulletin*, vous vous ferez une idée de l'action d'Inter Pares en Amérique latine où elle participe à des activités visant à surmonter les guerres et à instaurer et à défendre une paix vraie et durable. ☞



Recouvrer la dignité : les communautés autochtones du Pérou

Dans son rapport final publié en août 2003, la Commission péruvienne de vérité et de réconciliation a établi une corrélation directe et morbide entre l'état de victime de la violence politique et le statut d'autochtone vivant dans la pauvreté. Sur les 70 000 morts ou disparu(e)s de la guerre du Pérou dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, soixante-quinze pour cent des victimes étaient des autochtones dont la langue maternelle était le quechua ou l'asháninka. Quatre-vingt-cinq pour cent des victimes enregistrées par la Commission provenaient des régions les plus pauvres du pays.

Depuis 1989, Inter Pares et *Project Counselling Service* (PCS) travaillent dans ces régions déshéritées en appuyant les efforts des communautés autochtones pour faire face aux causes et aux conséquences de la violence. Dans de nombreuses communautés, la majorité des adultes sont des femmes qui doivent défendre et nourrir leurs enfants seules, car leurs maris ont été tués ou ont disparu, ou encore ils sont détenus ou se sont enfuis pour sauver leur vie. Collaborant avec des fédérations de femmes, des associations de mères, des organisations de déplacé(e)s et de paysan(ne)s, PCS et Inter Pares ont suivi de près l'action de ces communautés offrant leur assistance pour la relance des activités agricoles, pour l'accès aux programmes d'aide alimentaire, pour la reconstruction des infrastructures d'irrigation et pour la défense des droits de la personne.

Aujourd'hui, ces femmes qui ont protégé leurs familles et leurs communautés insistent auprès de l'État pour qu'il continue de rassembler les témoignages et d'exhumer les corps enterrés dans plus de quatre mille fosses communes afin qu'elles puissent retrouver les êtres chers qui leur ont été enlevés. À travers leurs organisations, elles prennent part au débat national sur les recommandations de la Commission de vérité quant aux réparations aux victimes de la violence : la construction de monuments commémoratifs pour sauvegarder la mémoire et la dignité, l'accès à l'éducation pour toute une génération perdue de jeunes autochtones, la création d'infrastructures et la fourniture de services de base aux collectivités détruites par la guerre, l'élaboration de projets générateurs de revenu pour les familles



NELLY PLAZA

J'ai perdu mon fils... Ils ont pris mes animaux, brûlé ma maison. Il ne nous reste plus rien à nous, les paysans.

Le fils d'Octavia Llacta avait 23 ans lorsqu'il a été arrêté par l'armée. Jusqu'à présent, on ne sait rien de son sort.

affectées, et la levée de l'impunité dont bénéficient les responsables des crimes et qui a tant retardé la révélation de la vérité.

L'action d'Inter Pares se manifeste dans la fourniture d'une assistance en matière de santé mentale et post-traumatique aux femmes et à leurs familles, dans l'organisation d'ateliers d'information en langues autochtones et dans l'octroi d'une aide juridique et en matière de communication. Avec le soutien d'Inter Pares, PCS continue de participer aux travaux du Groupe de travail national sur les réparations pour mettre au point des critères de compensation justes et équitables qui tiendraient compte du point de vue de ceux et celles qui ont été jusque là exclu(e)s. C'est ainsi qu'ils œuvrent à dépasser le racisme et la discrimination en joignant leurs forces à celles des autres Péruvien(ne)s pour édifier une démocratie qui inclurait l'ensemble de la population, quelle que soit son appartenance ethnique, sa langue ou son statut économique. ❧

Outre sa gratitude envers ses généreux donateurs et donatrices, Inter Pares tient à exprimer sa reconnaissance à la Direction du secteur volontaire et à l'Unité de consolidation de la paix de l'ACDI ainsi qu'à la Fondation Wild Rose.

De victimes de violence à agentes de changement

Avec son climat tempéré, le Guatemala est souvent appelé « la terre du printemps éternel ». C'est un pays d'une beauté à couper le souffle : montagnes verdoyantes à l'Ouest et jungle épaisse au Nord. Mais ces paysages de rêve masquent un cycle de violence sans fin apparente. En 1996, quatre décennies de conflits armés se sont soldées par la signature d'accords de paix. Mais, pour la majorité des Guatémaltèques, leur aspiration d'une vie digne et paisible n'est pas encore une réalité. Bien que la Commission de vérité aie rendu public le rapport dans lequel elle expose en détail les atrocités commises durant la guerre, les responsables n'ont pourtant pas été traduits en justice. Les blessures du passé, loin d'être cicatrisées, continuent d'empoisonner le présent et l'avenir. Il ne peut y avoir de paix sans justice.

Inter Pares apporte son soutien aux survivant(e)s de la violence qui luttent pour que justice soit faite dans le Guatemala de l'après-guerre. Nous œuvrons auprès de groupes composés en majorité de femmes autochtones qui étaient la cible de la violence politique durant les conflits armés et qui ont été particulièrement

victimes de viol et de torture aux mains de l'armée guatémaltèque. Nombreuses sont celles qui ont partagé le sort des déplacé(e)s internes ; plusieurs autres sont devenues réfugiées; d'autres encore ont choisi de rester dans leurs communautés.

Avec l'appui de professionnel(le)s, ces femmes ont créé des groupes au sein desquels elles tentent de faire face aux traumatismes physiques et psychologiques pour pouvoir reprendre goût à la vie. C'est l'expérience commune de la souffrance qui les a réunies et qui leur permet de partager ce qui leur est arrivé, souvent pour la première fois. Inter Pares les aide aussi à explorer les actions judiciaires possibles, tant auprès des juridictions nationales qu'auprès du système pénal interaméricain.

En participant à ce programme, ces femmes changent la perception qu'elles ont d'elles-mêmes et celle qu'en ont les autres. De victimes de violence, elles sont devenues des agentes de changement. Ensemble, elles découvrent les moyens d'affronter leur douleur mais aussi de transformer leur vie, leur communauté et leur pays. Grâce à elles, il y a de l'espoir pour l'avenir. ❧

Colombie : Les ferments de la paix

Dans une vallée boueuse surplombée par le petit village tranquille de Pueblo Viejo, perché au sommet d'une fertile colline du Nord-Ouest de la Colombie, nous écoutons les villageois(e)s nous parler des nouvelles méthodes agroforestières qu'ils viennent d'acquérir. Claudia, une gamine de huit ans plus mûre que son âge, se tient debout près d'un pêcher qui n'est pas plus haut qu'elle en clamant à qui veut l'entendre que c'est *son* arbre. Puis, avec un petit sourire contrit, elle ajoute qu'en réalité les arbres fruitiers et les potagers qui s'épanouissent dans le village appartiennent à tous ses habitant(e)s. Tous, hommes et femmes, éclatent de rire. Ils sont fiers de leur projet et heureux de constater qu'il a rassemblé tous les membres de la communauté, jusqu'aux plus jeunes.

Un peu plus tard, lors de la réunion communautaire, il apparaît qu'en réalité les collines ondoyantes sont aussi le théâtre d'événements tragiques. En effet, c'est de cette région que sont originaires la majorité des déplacé(e)s dans un pays où plus de deux millions de personnes ont été déracinées par une violence inimaginable. On évoque des combats entre l'armée, la guérilla et les paramilitaires. On raconte comment les habitant(e)s d'autres villages ont fui la violence et les massacres. On parle du danger encouru par ceux et celles qui restent. Mais au fur et à mesure que les langues se délient, la peur cède le pas au désir, plus puissant, de demeurer sur la terre à laquelle on a tant donné et de préserver le village.

Plus loin, dans une autre vallée boueuse de la ville de Bucaramanga, des personnes contraintes à fuir leurs villages en quête d'un lieu sûr se sont installées dans la communauté de Brisas de Suratoque où elles refont lentement leurs vies. Autrefois cultivant les champs, ces paysan(ne)s doivent maintenant survivre dans l'environnement étranger de la ville. Ils apprennent à connaître les droits des déplacé(e)s et à s'organiser pour se faire entendre. Comme les habitant(e)s de Pueblo Viejo, ils évoquent aussi la peur. Des éléments armés se disputent la mainmise sur leurs quartiers. Chaque semaine connaît son lot de tué(e)s et de « disparu(e)s ». Pourtant, malgré la peur, elles se sont unies pour faire pression sur la municipalité afin que celle-ci leur fournisse des logements comme le prescrit la loi en Colombie.

Grâce à des projets agricoles, à la surveillance du respect des droits de la personne et à des systèmes d'alerte précoce, Inter Pares appuie Pueblo Viejo et d'autres communautés en les aidant à demeurer sur leurs terres, à se protéger et à nourrir leurs enfants. Inter Pares s'intéresse aussi au sort des déplacé(e)s de Brisas de Suratoque et d'ailleurs, en les aidant à obtenir des services



David Bruer, un membre de l'équipe d'Inter Pares, discutant avec des femmes de la communauté de Pueblo Viejo en Colombie.

comme le logement, l'aide alimentaire d'urgence et les soins de santé. Nous soutenons aussi les gens dans leurs efforts d'organisation et de participation au processus de paix à venir afin qu'ils puissent définir la nature de cette paix et veiller à ce qu'elle englobe ceux et celles qui connaissent aujourd'hui les plus grandes souffrances.

Il semble bien que la situation va empirer avant de s'améliorer. Le gouvernement a opté pour une solution militaire à un conflit qui dure depuis quarante ans. Pourtant, la majorité de la population considère que la guerre ne peut être gagnée et qu'il sera finalement nécessaire d'aboutir à une paix négociée.

Bien que les habitant(e)s de Pueblo Viejo soient un jour contraint(e)s de quitter leur terre et que les familles de Brisas de Suratoque soient à nouveau déracinées, nombreux sont ceux et celles qui, parmi eux, ont décidé d'unir leurs forces pour surmonter la violence par le biais d'organisations sociales solides. Ils apprennent à faire entendre leur voix en acquérant un savoir et des compétences qui ne pourront être détruits, en participant à la campagne pour la paix et en cultivant les ferments d'une Colombie nouvelle. ✂

Outre sa gratitude envers ses généreux donateurs et donatrices, Inter Pares tient à exprimer sa reconnaissance à la Direction générale des Amériques de l'ACDI.

Project Counselling Service (PCS)

En Amérique latine, Inter Pares agit essentiellement par le truchement de *Project Counselling Service*, un organisme international dont le Secrétariat se trouve au Pérou et qui possède une antenne au Guatemala et une en Colombie. La mission de PCS se résume à venir en aide aux victimes de la guerre et de la répression politique en appuyant les efforts visant à la promotion de leurs intérêts durant les conflits et dans la phase d'établissement de la paix succédant à la fin des hostilités. Notre approche au sein de PCS consiste à promouvoir les capacités locales d'entraide et de solidarité sociale et à défendre la vie et les droits des militant(e)s engagé(e)s dans ce travail dangereux. PCS apporte une aide concrète aux réfugié(e)s et aux déplacé(e)s internes et soutient les activités des organisations locales qui mettent en œuvre des programmes communautaires dans les phases qui suivent les conflits tout en poursuivant des activités de plaidoyer international en leur nom. ✂

Mémoire et réconciliation

L'objectif du programme d'Inter Pares en Amérique latine consiste à soutenir le développement de communautés saines et vibrantes dont les membres peuvent partager une vie et des moyens de subsistance sûrs, tout en bâtissant un meilleur avenir pour eux et pour leurs enfants. C'est un espoir modeste qu'Inter Pares partage avec ses collègues et ses homologues au Mexique, au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua, en Colombie et au Pérou.

Les conflits et la répression qui ravagent ces pays depuis près d'un siècle et qui durent encore font obstacle à l'atteinte de cet objectif. Ces conflits trouvent leur racine dans l'opposition entre les intérêts des élites et les États qu'elles contrôlent, d'une part, et les revendications de justice et d'égalité de la majorité des citoyen(ne)s, d'autre part.

La violence civile, qu'elle soit le fait de l'État ou d'acteurs armés qui lui résistent, est un traumatisme qui touche autant le corps que l'âme des victimes et de leur communauté. C'est leur humanité qui est violée, amputée, brûlée dans le carnage de la guerre civile ; c'est cette humanité qui doit être recouverte lors de l'établissement de la paix. La clé de cette guérison réside dans la restauration publique de la mémoire des événements qui ont ravagé tant de vies et de communautés afin que soit reconnue officiellement la vérité collective sur le passé dans le cadre duquel s'articule le débat sur l'avenir.

Le mot « mémoire » vient de « memoria » qui signifie « esprit ». Se remémorer c'est garder à l'esprit non seulement le passé en tant que tel, mais le passé comme présent et comme trace et piste de l'avenir. C'est ce que nous appelons « se souvenir de l'avenir ».

En ce sens, la mémoire, c'est l'âme de l'action. Pour être un(e) citoyen(ne) participant activement à l'instauration d'une paix juste et durable, il faut pouvoir révéler le passé, nommer le présent et définir l'avenir.

C'est pourquoi au cours de la décennie écoulée, il y a eu tant d'insistance sur les commissions de vérité, la plus connue étant celle en Afrique du Sud, mais il y a aussi celles en Amérique latine, au Salvador, au Guatemala et, récemment, au Pérou. Il faudra adopter une approche similaire pour l'instauration de la paix et de la justice en Colombie. On ne peut bâtir l'avenir sans garder le passé à l'esprit. Sans mémoire, il n'y a pas de réconciliation possible; sans réconciliation, il n'y a pas de nouvel avenir mais la sempiternelle réédition d'une histoire tragique.

Dans son action, Inter Pares insiste sur des processus qui font ressortir l'importance de la mémoire, de la vérité et de la justice tout en apportant protection et aide concrète aux victimes. Nous avons parrainé le retour de réfugié(e)s et de déplacé(e)s en les aidant à se réinsérer dans leur communauté d'origine où ils ont été pour la première fois confrontés à la violence. Nous avons soutenu l'action de nos homologues qui appuient et organisent

des collectivités locales pour que leurs représentations des crimes du passé auprès des différentes commissions d'enquête soient efficaces. Nous avons encouragé les débats et l'apprentissage qui permet à tous, et en particulier aux femmes, d'entamer le processus de partage et de révélation de leur histoire dans un cercle intime, préalable essentiel pour que leur mémoire vivante soit ensuite amenée dans la sphère publique pour influencer les débats nationaux. Nous avons aussi lancé et soutenu des initiatives



Comment allons-nous faire les semences?... Il nous faut trouver la force d'élever nos enfants, de travailler...

Florentina Castro de la commune de Ccarhuac à Huancavelica, extrait du livre *From the Green Time to the Blue Time (After the Red Nightmare)* par Project Counselling Service, 1997.

telles que des écoles de leadership ou des tables de concertation municipales qui ont permis à des personnes ayant récemment retrouvé le contrôle sur leur vie de faire le deuil du passé pour rebâtir leurs communautés, économiquement et politiquement, sur la confiance, la transparence, la collaboration et l'entraide.

Cette action et cette expérience sont essentielles à l'instauration de la paix. Inter Pares s'est engagée à accompagner ses homologues jusqu'au bout du chemin qui mène à son établissement. ✂

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221 av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1

Tél. (1-613) 563-4801 Téléc. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

